

INFOS LUTTES



Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 • 263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr •

Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr • dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

Montreuil, vendredi 15 août 2015

RECENSEMENT DES ACTIONS

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une opération de brouillage de la Direction Générale sur la mise en œuvre de sa démarche stratégique, application directe à la DGFIP des plans d'austérité gouvernementaux, notamment de la « modernisation de la fonction publique » (MAP). Aucune visibilité nationale n'est donnée ni aux organisations syndicales, ni à la presse (qui commence à s'intéresser au sujet), sur les restructurations qu'elle valide dans le cadre des plans triennaux d'adaptation des structures et du réseau (ASR).

Dès l'origine, la CGT Finances Publiques a dénoncé le contenu de la démarche stratégique : abandons de missions, restructuration du réseau et son volet social qui en découle inévitablement, notamment par le biais de « l'assouplissement » et de la « simplification » des règles de gestion.

Dans son rapport de mai 2015 relatif au rôle des comptables publics, l'Inspection Générale des Finances propose ni plus ni moins que de mettre en pièces le principe de l'ancienneté administrative pour faire de l'individualisation et du profil les critères essentiels en donnant aux directions locales un rôle plus important en termes d'affectation des agents. La DGFIP a par ailleurs déjà anticipé l'accroissement des prérogatives locales en attribuant l'affectation « ALD RAN » à l'ensemble des C stagiaires externes en 2015.

Les initiatives des sections syndicales CGT Finances Publiques contre les fermetures se poursuivent et de nouvelles actions sont engagées dès cet été. Ces mobilisations ont vocation à être poursuivies et amplifiées dès la rentrée, condition indispensable au maintien de notre service public et de nos statuts.

07 - ARDÈCHE



La bataille s'organise contre la fermeture de la trésorerie de Largentière. Ce poste, pourtant situé en sous-préfecture, doit fermer au 31 décembre 2015.

Le maire de Largentière et le président de la communauté de commune de Val de Ligne, informés du projet ont organisé **un rassemblement des élus locaux et des habitants** pour maintenir ouverte la trésorerie. Cette initiative a été relayée par *le Dauphiné Libéré* et *La Tribune*.

Dans les colonnes du *Dauphiné Libéré*, la section CGT Finances Publiques d'Ardèche conteste les arguments avancés jusqu'ici dans la presse par la Directrice départementale, qui présente cette réorganisation comme nécessaire pour que l'administration rende « *un service de qualité compte tenu des moyens dont elle dispose* ». Au contraire, les fermetures sont le résultat de la Démarche stratégique initiée par le gouvernement dans le « *seul objectif de réduction drastique des coûts, au nom de l'austérité, et au détriment des services de proximité proposés aux usagers, et de l'environnement professionnels des agents* ».

La mobilisation a conduit un sénateur du département, à l'occasion d'une question au gouvernement, à interpeller Christian Eckert, le secrétaire d'Etat chargé du Budget. Ce dernier a tenté de vendre l'organisation d'une permanence de la DGFIP dans les locaux de la sous-préfecture à l'issue de la fermeture. A juste titre, le sénateur a répondu que les permanences étaient organisées pour faire plaisir aux élus, mais disparaissaient au bout de quelques temps, faute de personnel.

Pour sa part, la section CGT poursuit son action et reste mobilisée contre la fermeture de la trésorerie.

22 – CÔTES D'ARMOR



La section CGT Finances Publiques ne ménage pas ses efforts pour faire échec au plan départemental d'adaptation des structures au réseau. En mai, la section a été informée des projets incluant :

- ▶ La mise en place d'un PCRP ;
- ▶ Le transfert des pôles enregistrement au SPF de St-Brieuc ;
- ▶ Le transfert du recouvrement impôt de la trésorerie d'Etables-sur-Mer vers le SIP de St Brieuc Ouest ;
- ▶ Le transfert du PCE de Guingamp vers Lannion ;
- ▶ La fermeture des 2 trésoreries de Lézardrieux et Plouaret.

La CGT a alors engagé une campagne d'information des personnels en les réunissant en HMI jusqu'au début du mois de juin. Le 4 juin, la direction a réuni les agents de Guingamp pour leur expliquer les "bienfaits" des restructurations ; la CGT s'est invitée à la réunion.

Le 22 juin, l'intersyndicale CGT, Solidaires et FO appelait un rassemblement à Guingamp à midi contre les fermetures et restructurations prévues par la direction. L'initiative a été couverte par l'Echo de l'Armor et l'Argoat et Ouest France.

Le 26 juin, la CGT s'invite à la « réunion de travail » organisée par la direction au SIE de St Brieuc et au SPF. La direction a reconnu que « *la gestion des personnes ne va pas être simple* ». Par la suite, la section CGT a pris contact avec les élus. **Le maire de Plouaret a alors installé une banderole « Non à la fermeture de la Trésorerie »** que la DDFIP a tenté de faire enlever. L'initiative a fait l'objet de nombreux articles dans la presse locale.

Le 5 septembre prochain, une action est prévue à l'initiative des élus de Plouaret et de Guingamp avec l'intersyndicale DGFIP locale.

24 - DORDOGNE

En Dordogne, les agents sont confrontés dans le cadre de l'ASR à la scission du SIP-SIE de Nontron pour n'y maintenir qu'un SIP et voir partir les missions de fiscalité professionnelle vers Ribérac.

Les agents des 2 sites ont catégoriquement refusé de cautionner et

accompagner cette contre-réforme en boycottant les groupes de travail préparatoires.

Les HMI intersyndicales ont permis de déterminer les actions à mener contre le projet de restructuration.

Le 11 juin, suite au boycott du CTL, à l'initiative des agents de Nontron, **un rassemblement citoyen a regroupé plus de 100 personnes, dont l'ensemble des agents du site, les représentants syndicaux des usagers et des élus locaux.**

Le 2 juillet, à l'appel de l'intersyndicale, CGT, FO, Solidaires et CFTD, **26% des agents du département ont fait grève et 80 d'entre eux ont envahi le CTL pour le maintien du SIE de Nontron et contre les transferts des budgets hospitaliers de la trésorerie de Sarlat**, qui représentent ¼ des missions de la trésorerie. L'action a été médiatisée par la *Dordogne Libre*, l'*Echo Dordogne* et *Sud-Ouest*.



64 – PYRÉNÉES ATLANTIQUES

Le transfert des missions du SIE d'Orthez n'aura pas lieu !

En juillet 2015, au cœur de l'été, la direction départementale a annoncé le projet d'ASR applicable au 1^{er} janvier qui comprenait notamment le transfert de l'activité de recouvrement de l'impôt de la trésorerie de Lescar et la fermeture du SIE d'Orthez.

Dès le lendemain, la section CGT Finances Publiques décidait d'obtenir rapidement des élus concernés délibérations et prises de positions. Dans ses interpellations écrites, il était rappelé qu'un site de la DGFIP dont l'activité ne repose que sur une mission (SPL ou fiscalité des particuliers) est menacé de disparaître en raison des effets de la future carte intercommunale. La section CGT a également rencontré ou appelé élus municipaux et députés pour les informer et leur faire part de la gravité de la situation.

Les élus avec qui les échanges ont eu lieu se sont tous engagés à interpellier rapidement le Directeur Départemental des Finances Publiques. Les élus de la Ville d'Orthez ont par ailleurs immédiatement mis une pétition en ligne.

Le 1^{er} résultat est tombé le 30 juillet : le directeur l'a annoncé lui-même aux organisations syndicales du département : **le transfert des missions du SIE d'Orthez n'aura pas lieu !**

Dans son communiqué, la section CGT conclut : « *Il nous faut rester vigilants et bien nous persuader qu'il n'y a pas de victoire sans combat !* »

65- HAUTES-PYRÉNÉES



Dans l'Infos Luttés du mois de juillet, nous annoncions l'appel à la mobilisation des élus de la Communauté de communes de la Vallée du Barousse suite à l'alerte lancée par la section CGT Finances Publiques 65 auprès des élus locaux.

Le 17 juillet, habitants du canton, élus locaux et syndicalistes se sont retrouvés à Loures Barousse... au total, plus de 150 personnes se sont données rendez-vous pour dire oui au service public et demander au directeur départemental de revoir sa copie. Le rassemblement a été couvert par la *Nouvelle République des Pyrénées*.

Dans ce but, les élus locaux rencontreront le DDFIP fin août 2015. De plus, une pétition circule dans les communes du canton pour exiger le maintien de la trésorerie de Loures Barousse, située en Zone de Revitalisation Rurale.

69 - RHÔNE



Sous l'impulsion de la CGT Finances Publiques du Rhône les agents de la Trésorerie de Vaulx en Velin ont **tous** signé une pétition demandant le maintien du service public local avec les personnels nécessaires à l'exécution de cette mission, et le **refus de la fermeture programmée de la Trésorerie !**

A Ecully, les personnels ont fait signer aux contribuables qui se présentaient au guichet une pétition demandant le maintien de la trésorerie : **142 signatures** ont d'ores et déjà été recueillies.

A Lamure, la CGT a organisé avec les collègues du site la diffusion d'un tract le samedi matin sur le marché, avec signature d'une pétition des usagers : plus de **200 signatures** sur la matinée.

Enfin, une mobilisation similaire a été mise en place sur le marché du Bois d'Oingt : plus de 300 signatures recueillies mardi 7 juillet dans la matinée. Le maire de la commune a accepté de recevoir une délégation de la CGT Finances Publiques du Rhône pour un échange très fructueux : le constat est partagé et nous sommes bien décidés, tant en ce qui concerne la mairie que la CGT, à tout mettre en œuvre pour empêcher cette fermeture. Le maire a impulsé la rédaction d'un **courrier à l'attention du ministère contresigné par les 18 maires du canton dont le conseiller départemental** pour dénoncer la fermeture de la trésorerie. Dans cette zone rurale la fermeture des services publics est synonyme de mise à mort de la vie communale. De plus la mairie a été mise devant le fait accompli, sans aucune communication préalable.

Ces réactions ont contraint la Direction à se rendre en mairie et à fournir des explications qui n'ont absolument pas convaincu le Maire.

Le DRFIP a accepté de recevoir vendredi 9 juillet la section CGT Finances Publiques en audience. **La section a porté la demande clairement exprimée par tous : non à la casse du service public de proximité, pour le maintien du réseau, non au projet de fermeture des trésoreries !**

A cette occasion, le DRFIP a tenté de justifier les restructurations par la politique de dématérialisation à la DGFIP, mais s'est montré inquiet des mobilisations des habitants et de l'interpellation des maires.

La section poursuit tout l'été son action. Vendredi 31 juillet, elle rencontrait le maire de Lamure qui s'est engagé à mettre le sujet de la fermeture de la trésorerie à l'ordre du jour du prochain conseil municipal.

84 - VAUCLUSE

La direction départementale des finances publiques de Vaucluse a choisi son camp : l'abandon des zones rurales et le recul du service public fiscal et comptable illustré par le projet de fermeture de la Trésorerie de Cadenet . Pour atteindre cet objectif, fixé par les tenants des politiques d'austérité, tous les moyens sont bons. Le directeur fait le VRP de la DGFIP pour convaincre les élus des bienfaits de ses projets et de leur caractère inéluctable. Pour cela, il ne craint pas d'utiliser des arguments fallacieux voire mensongers. Personne ne voudrait aller travailler à Cadenet ? Totalement faux : comment imaginer que des collègues originaires du sud de la France préféreraient rester en région parisienne ? Les difficultés sur les petits postes, ce sont eux qui les créent en supprimant des emplois !

Pire, lors de la CAP locale d'affectation des agents C, la direction a clairement signifié qu'elle abandonne la trésorerie en affectant l'un

de ses agents à L'Isle Sur Sorgue en surnombre alors que le poste connaît déjà un déficit d'un agent et mobilise un échelon de renfort en permanence. Un véritable bras d'honneur aux collègues et aux usagers de la trésorerie. Quand on veut tuer son chien...

La CGT a également choisi son camp, celui du maintien et du développement du service public de proximité. **Dans cette bataille, les organisations syndicales du département sont unies contre ce projet. Lors du comité technique local qui s'est déroulé le 29 juin dernier, elles ont unanimement voté contre.**

L'intersyndicale a rencontré les élus du canton le 10 juin dernier. Ils sont tous opposés à la fermeture et souhaitent mener cette lutte aux côtés des syndicats. Une première action a eu lundi 6 juillet avec l'installation d'une **banderole** en face de la trésorerie et une **distribution de tracts** avec signature de **pétitions** au marché. Mardi matin, des militants de la CGT ont également rencontré les usagers au marché de Cucuron. L'accueil des citoyens est très chaleureux et les réactions quasi unanimes contre le départ des services publics du canton. **Plusieurs centaines de signatures ont déjà été recueillies.**

En effet, il n'y a pas que la DGFIP. La Poste réduit la voilure avec la multiplication des bureaux « un agent », ce qui ne va pas, d'ailleurs, sans poser des problèmes dans le réseau, pour les dégagements de caisse notamment. Une mobilisation a, en outre, déjà commencé contre la fermeture de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de Cucuron. Les militants CGT ont également appris lors du tractage à Cadenet qu'une fermeture de classe aura lieu à la prochaine rentrée. L'agence régionale de santé envisage aussi de supprimer 14 emplois d'entretien au centre de rééducation de Roquefraîche à Lauris. Tout cela est lié, et combiné à la désindustrialisation, a des conséquences économiques et sociales désastreuses dans un département déjà l'un des plus pauvres de France.

En lien avec l'union départementale CGT, les camarades de la santé et l'union locale de Pertuis, des actions sont déjà prévues à la rentrée avec des réunions publiques, conférences de presse et interpellation des élus. Car on ne peut pas déconnecter le sujet de la fermeture de la trésorerie de l'ensemble de la problématique du maillage territorial et du service public de proximité. **D'autres actions intersyndicales DGFIP auront également lieu sur Cadenet et les autres communes du canton.**



974 - LA RÉUNION

Dans **une pétition, signée le 22 juillet 2015 par l'ensemble des personnels de la Paierie Départementale de la Réunion**, les agents dénonçaient deux vacances d'emplois dans leur services: une en catégorie B et une en catégorie C. Ils ont exigé *"que les postes vacants soient pourvus dès septembre 2015 afin de pouvoir exercer normalement nos missions de service public."* Dans la pétition, ils avertissaient la direction: **"Un débrayage est envisagé si nous n'obtenons pas satisfaction"**.

Après remise de la pétition et avec l'appui des organisations syndicales de la Réunion CGTR, Solidaires et FO, une réunion est organisée le 24 juillet. La semaine suivante, la direction informait les organisations syndicales de l'arrivée d'un contrôleur à la Paierie le 1^{er} octobre 2015.

Grâce à l'action collective des agents de la Paierie Départementale, un poste vacant depuis de nombreuses années a enfin été pourvu !

DISI RHÔNE-ALPES EST-BOURGOGNE

Par mail du 2 juillet 2015, le chef d'établissement de l'ESI de Meyzieu a informé les agents des conditions de récupération des heures supplémentaires en faisant référence aux textes applicables aux personnels des ministères financiers. Ce faisant, il revenait sur le régime de compensation horaire particulier acté lors du Comité Technique Paritaire Central de la DGCP du 27 novembre 2007.

Les agents ont alors immédiatement réagit en signant massivement la pétition CGT-Solidaires-CFDT pour le maintien de leurs conditions de récupérations.

Début août, la section CGT informe les agents avoir reçu de la direction de l'établissement un message indiquant : *« Suite à une pétition qui m'a été remise ce jour (...), je vous informe que le courriel adressé le 2 juillet dernier était d'ordre général DGFIP, mais ne remet pas en cause le dispositif spécifique applicable à MEYZIEU depuis le CTPC du 27 novembre 2007. Afin d'éviter tout malentendu, les règles de récupération des heures supplémentaires restent inchangées. »*

La section CGT ironise : *« Visiblement, les agents et leurs représentants ne savent pas lire ...*

A moins que le nombre de signatures n'ait fait reculer l'administration ... allez savoir !!

Savourons cette victoire sur le « malentendu » et méditons-là en ces temps d'attaques tous azimuts de nos statuts».